

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 19 DÉCEMBRE 1930

Rapport de la Commission des Finances, chargée de l'examen du Projet de Loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1931 ainsi que des dispositions relatives au fonds monétaire institué par la loi du 12 juin 1930 et à une convention conclue avec la Banque Nationale de Belgique.

(Voir les nos 4-1, 26, 38, 42, les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 16, 17 et 18 décembre 1930 et n° 5-1 du Sénat.)

Présents : MM. LAFONTAINE, président; DE CLERCQ, le comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DU BOST, MOYERSOEN, MULLIE, VAN OVERBERGH et le baron DE MÉVIUS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Dans sa séance d'hier, 18 décembre, la Chambre des Représentants a voté le projet de loi qui nous occupe, par 87 voix contre 60.

Pour répondre à la demande de notre honorable et éminent Président et satisfaire ainsi au désir du Sénat de se séparer mercredi, votre Commission des Finances, qui avait déjà examiné, au cours de réunions antérieures, les différents articles de ce Budget, a fait diligence et, approuvant par 7 voix et 1 abstention, le présent rapport, elle a l'honneur de vous proposer le vote du projet de loi tel qu'il nous est soumis par la Chambre des Représentants.

En présence des dégrèvements consentis depuis 1926, dégrèvements qui s'élèvent au total à près de deux millions et demi, et, d'autre part, en présence de l'augmentation considérable des dépenses résultant, pour la majeure partie, des lois sociales votées par le

Parlement et des décisions prises par lui et qui entraîne pour le Budget une charge nouvelle d'environ 800 millions, tous ceux qui s'intéressent à la chose publique se demandaient avec anxiété comment le Gouvernement, dans une année de crise, parviendrait à équilibrer le Budget de 1931. En effet, il faut prévoir une diminution de recettes consécutive à la crise économique, et, d'autre part, des charges supplémentaires du chef du chômage.

A chaque jour suffit sa peine et grâce à la recette exceptionnelle du reliquat des biens allemands séquestrés, qui s'élève à 500 millions; grâce au retour à la politique d'avant guerre et d'avant 1926 (qu'on eut désiré ne jamais revoir) et qui faisait payer par l'emprunt tout ce qui était censé augmenter l'outillage et la richesse nationale; par le transfert à l'extraordinaire (compte des réparations) des pensions de guerre, et enfin par des compressions de dépenses, l'honorable Ministre des Finances a réalisé ce tour de force de façon raisonnable et judi-

cieuse. Nous ne pouvons que l'en féliciter, car les évaluations de recettes se justifient pleinement.

*
* *

Il est hautement à désirer — et le Parlement doit y tenir rigoureusement la main — que seules des dépenses productives ou devant assurer notre indépendance et la sécurité nationale, pourront faire l'objet d'emprunts. La Dette Belge n'est que trop lourde et elle ne doit être augmentée qu'en cas de nécessité absolue. Qu'il nous soit permis, dans cet ordre d'idées, de faire remarquer que la marge est grande par suite des décisions et engagements pris et que l'amortissement annuel est de près de 800 millions.

Malgré les difficultés de l'heure présente, il ne faut regretter ni les dégrèvements obtenus, ni les lois sociales votées à la quasi unanimité du Parlement et qui étaient nécessaires et justifiées. Au point de vue économique, le contribuable succombait sous le poids des impôts, la prospérité industrielle et commerciale s'en ressentait, et la grande majorité du pays a approuvé et approuve encore le Gouvernement d'avoir tenu sa parole de 1926 en diminuant le poids des impôts. Cette diminution de charges aidera la Nation à traverser victorieusement, la crise d'excès de production dont souffre le monde entier.

Pour 1931, le budget s'équilibrera sans nouveaux impôts, tout en poursuivant les grands travaux et l'amélioration de notre régime routier, et ce, sans diminuer en rien les traitements et pensions, sans que les bénéficiaires des lois sociales votées aient en rien à en souffrir. Toutefois, il est probable que les difficultés budgétaires seront plus grandes encore en 1932 à moins d'une reprise sérieuse des affaires. Depuis la guerre, le pays a vaincu des difficultés plus grandes; nul doute que grâce à son esprit de travail, d'ordre et d'économie, il ne surmonte également celles-ci.

Il n'est pas mauvais de remettre sous nos yeux les dégrèvements opérés sur les budgets antérieurs et de faire le relevé de toutes les nouvelles sources de dépenses auxquelles le Budget doit faire face.

D'après l'honorable Ministre des Finances, ces dépenses s'élevant à environ 800 millions, se répartissent sur les postes suivants :

Œuvres d'assistance et de prévoyance sociales; pensions d'invalidité; rentes de chevrons de front; pensions des veuves et orphelins; allocations aux ascendants; pensions de guerre (augmentation de 320 millions); majoration des pensions d'ancienneté.

Chiffre imposant et à retenir : *l'ensemble des pensions se monte pour 1931 à 2,151,000,000 de francs et absorbent près du quart de nos ressources budgétaires.*

En ce qui concerne les dégrèvements:

Parmi les principales réformes réalisées par les lois ainsi votées, signalons :

Dans le domaine des droits d'enregistrement, de succession, de timbre et taxes assimilées au timbre :

Réduction de la taxe de transmission au taux en vigueur avant le 21 juin 1926;

Fixation du taux de la taxe de luxe au chiffre uniforme de 6 p. c.;

Suppression de la taxe de séjour et de consommation dans les hôtels, restaurants et pâtisseries;

Suppression de la taxe sur les honoraires des personnes exerçant une profession libérale (médecins, avocats, etc.);

Suppression du droit de timbre sur les effets de commerce transitant en Belgique;

Réduction des droits perçus sur les dons et legs faits à des pouvoirs publics ou à des œuvres charitables;

Réduction générale des droits de

succession, principalement à l'égard des petits héritages;

Etc.

Dans le domaine de la législation relative aux impôts directs :

Réduction générale du taux de l'impôt foncier avec abaissement en faveur des familles nombreuses;

Suppression des additionnels extraordinaires;

Retour à la stabilité du revenu cadastral, base de l'impôt;

Réduction de certains taux de taxe mobilière en vue de développer l'épargne et le crédit;

Suppression de la dite taxe pour les revenus des capitaux investis par les industriels, agriculteurs, commerçants, etc., dans leur propre entreprise;

Réduction générale des taux de la taxe professionnelle;

Relèvement du minimum exonéré de cette taxe;

Augmentation des déductions pour charges familiales;

Augmentation du forfait fixé pour charges professionnelles;

Réduction à moitié de la taxe sur la partie des bénéfices sociaux affectés à la construction d'habitations pour le personnel;

Substitution au régime ancien de la supertaxe d'un système d'impôt indiciaire fixant la capacité fiscale du contribuable d'après certains indices notoires et indiscutables;

Octroi de faveurs spéciales pour les familles nombreuses;

Etc.

Sans s'attarder davantage à l'examen des dépenses, ni à l'étude de la Dette Publique qui viendra à son heure, votre Commission a passé en revue les différents articles du projet de loi qui vous est soumis et qui, à part les dispositions diverses du Titre I^{er} relatives au fonds monétaire et à la convention avec la Banque Natio-

nale, est la récapitulation des revenus probables de l'État en 1931.

TITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

Le Fonds monétaire et le Fonds spécial étant de même nature et devant se fusionner, il est logique de les placer sous un même régime fiscal.

ART. 2.

Conformément à la Convention de 1927 et vu l'Accord intervenu le 13 juillet 1929 avec l'Allemagne pour la reprise des marks, le Gouvernement, d'accord avec la Banque Nationale, a transféré à la dite Banque les fr. 538,206,606-19 du Fonds spécial, et la dette de 2 milliards de l'État vis-à-vis de la Banque est réduite à 1 milliard fr. 461,793,383-81, qui seront soldés à la Banque en dix-huit annuités indiquées dans l'exposé général. On ne peut qu'approuver cette solution.

Par amendement il a été ajouté deux articles nouveaux :

Art. 2bis (nouveau). — L'application des dispositions de l'article 36 de la loi du 15 mai 1846 et de celles de l'article 2277 du Code civil est suspendue jusqu'au 31 décembre 1931 en ce qui concerne :

1^o Les titres nominatifs et les mandats émis en représentation d'indemnités pour dommages de guerre;

2^o Les intérêts afférents aux dits titres nominatifs non encore échangés;

3^o La contre-valeur du coupon n° 1 (année 1925) des obligations de la Dette Publique à 5 p. c. de 1925 à remettre en échange de ces titres et mandats.

Art. 2ter (nouveau). — Pour les titres nominatifs et les mandats créés

en règlement d'indemnités pour dommages de guerre dont le montant est imputable sur les Budgets des exercices 1927 et suivants, il sera fait application des règles ordinaires relatives à la prescription quinquennale.

NOTE EXPLICATIVE.

Des considérations d'équité justifient le vote des dispositions qui précèdent et qui n'ont d'autre but que de suspendre momentanément la prescription de cinq ans prévue par la loi sur la comptabilité de l'État et le Code civil à l'égard des indemnités pour dommages de guerre et des intérêts y afférents.

Cette prescription ne pourra être opposée qu'à partir du 1^{er} janvier 1932, pour les affaires déjà liquidées.

TITRE II.

VOIES ET MOYENS.

Par l'amendement ci-après du Gouvernement, le chiffre total porté au projet de Budget est diminué de 50 millions et ne s'élèvera donc plus qu'à :

Pour les recettes ordinaires la somme de fr. 8,726,286,650

Pour les recettes exceptionnelles la somme de 1,000,000

et pour les recettes compensatoires la somme de 962,996,778

Ensemble, fr. 9,690,283,428

PREMIÈRE SECTION. RECETTES ORDINAIRES.

CHAPITRE IV. REMBOURSEMENTS.

ART. 71. — *Recettes diverses et accidentelles, 40,000,000 de francs.*

Diminution de 50,000,000 de francs.

Lors de l'élaboration du Budget, les pourparlers en cours au sujet de la conversion de l'emprunt 8 p. c. américain permettaient d'estimer à 50 millions, l'économie budgétaire à réaliser au moyen de cette opération. Toutefois, aussi longtemps que le nouvel emprunt n'était pas conclu, il était impossible de modifier, au Budget de la Dette Publique, le crédit relatif aux charges de l'emprunt américain.

Pour tenir compte néanmoins de l'économie escomptée, l'article relatif aux recettes accidentelles a été majoré de 50 millions.

Le présent amendement a pour but de rétablir les recettes prévues à cet article dans leurs limites normales.

A la diminution de recette de 50 millions réalisée ici, correspond une diminution de dépense de 50,600,000 francs opérée par un amendement introduit au projet de Budget de la Dette Publique.

*
* *

Après l'exposé général du Budget, si complet et l'excellent rapport à la Chambre de l'honorable M. Pussemier, votre Commission n'a guère trouvé d'objections au projet qui vous est soumis. A la première section, recettes ordinaires, chapitre premier, littera b, taxe mobilière, certains membres se sont étonnés de ce qu'un lieu d'une prévision de diminution, ce poste était en augmentation.

Nous ne pouvons mieux faire qu'en leur donnant les explications données par l'éminent rapporteur à la Chambre : « En 1929, la taxe retenue à la source

a produit 870.4 millions et celle perçue suivant rôles ou bordereaux, 126.4 millions soit, au total, 996.8 millions.

» Pour la taxe retenue à la source, les recouvrements opérés pendant les neuf premiers mois de 1930 dépassent de 12 p. c. ceux afférents à la période correspondante de 1929. Sur cette base, on peut établir à 900 ou 920 millions le rendement de la taxe en 1930. — Pour la taxe perçue suivant rôles ou bordereaux, la recette pour les dix premiers mois de 1930 s'élève à 32 millions. A la clôture de l'exercice, soit au 31 octobre 1931, les recettes atteindront vraisemblablement 130 millions. — En résumé, si les conditions économiques étaient restées les mêmes, on aurait pu escompter, pour l'exercice 1930, une recette totale de 1 milliard au moins.

» En fixant à 925 millions la prévision de recettes pour l'exercice 1931, soit à 125 millions de moins que la recette escomptée pour l'exercice 1930, il semble qu'il serait tenu suffisamment compte à la fois des effets importants de la crise économique et des effets moins importants des dégrèvements établis par la loi du 13 juillet 1930. Celle-ci n'assujettit plus à la taxe le revenu des capitaux investis par les industriels et les commerçants dans leurs propres affaires.

» Mais dans l'évaluation du produit de la taxe mobilière, il ne faut pas sous-évaluer l'importance de certains facteurs. D'abord les augmentations de capital des sociétés; elles ont atteint 16 milliards en 1929 et 3 milliards en 1930. Ensuite, M. Baudhuin établit le revenu des biens meubles pour 1930 à plus de 11 milliards et, dans ces revenus sont compris ceux des rentes, des emprunts et des obligations. Enfin, si la crise atteint le dividende distribué par la métallurgie ainsi que les charbonnages, le développement de l'électricité et des trams est considérable depuis l'armistice. »

ART. 2. — *Impôt personnel complémentaire.*

La justesse des évaluations du produit de cet impôt nouveau — et très discuté par l'opposition, qui tenait à la supertaxe — est délicate à apprécier, et il est possible qu'au début, il puisse y avoir un rendement inférieur aux prévisions. Mais nombreux sont ceux qui sont persuadés que son rapport, au bout de peu de temps, sera plus important que ne l'eut été la supertaxe modifiée et diminuée de la façon admise par le groupe socialiste. Les vexations et les fraudes seront en tous cas supprimées.

ART. 6. — *Taxe sur les automobiles.*

La taxe supplémentaire applicable aux automobiles, d'une valeur imposable de 40,000 à 50,000 francs, compensera en partie la suppression des centimes additionnels, et le chiffre de 80 millions se justifie pleinement.

ART. 10. — *Taxe sur les jeux.*

La diminution de 15 millions en recettes, à cet article, est la conséquence des exonérations votées en matière de concours colombophiles et autres divertissements populaires, ainsi que de la fermeture de nombreux cercles privés. Un projet de loi pénale, relatif aux jeux, est soumis au Parlement. Il n'était pas possible de tenir compte d'une loi non encore votée.

ART. 12. — *Recettes diverses.*

L'augmentation de 110,000 francs de ce poste avait d'autant plus frappé votre Commission que la réduction de 8 à 6 p. c. du taux des intérêts de retard et la régression graduelle des perceptions à titre de coefficient de majoration, paraissaient devoir dimi-

guer les prévisions de ce poste. L'Administration estime que les augmentations des recouvrements sur les arriérés des exercices clos compenseront largement ce déficit et que le chiffre de 335 millions prévu peut être maintenu.

ART. 71. — Ainsi que nous l'avons expliqué plus haut, ce poste a été diminué de 50 millions.

*
* * *

Les différents articles du Budget n'ont guère donné lieu à discussion à la Chambre, pas plus qu'au sein de votre Commission, la plupart des objections ayant été écartées d'avance, par l'exposé si complet du Budget général, auquel nous nous permettons de vous renvoyer.

Madame, Messieurs, nous venons de connaître et de traverser les années de « vaches grasses »; espérons que nous nous trompons et qu'un revirement industriel, commercial et surtout agricole puisse se produire à brève échéance; mais les années de « vaches maigres » sont possibles; tout dépend,

en premier lieu, de l'honnêteté de l'Allemagne à tenir ses engagements, mais c'est avant tout, de l'ardeur au travail et de l'esprit d'économie d'un peuple qui ne demande qu'à vivre dans l'ordre et dans la paix.

Le Gouvernement nous annonce avoir déjà fait d'importantes compressions de dépenses; le nombre d'employés de différentes administrations étant à tel point supérieur à celui d'avant-guerre, il semble à votre Commission que, de ce côté, il y aurait encore de sérieuses économies à réaliser. Tous les efforts doivent tendre à ne pas augmenter la lourde charge (trois fois la charge d'avant-guerre : 8 milliards au lieu de 2 milliards 300 millions) qui pèse sur les épaules du contribuable belge et qui n'influence déjà que trop la prospérité nationale.

Le Président,
H. LAFONTAINE.

Le Rapporteur,
Baron DE MÉVIUS.

BELGISCHE SENAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 19 DECEMBER 1930.

Verslag van de Commissie van Financiën, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1931, zoomede bepalingen betreffende het Muntfonds ingesteld bij de wet van 12 Juni 1930 en eene met de Nationale Bank van België gesloten overeenkomst.

(Zie de n^{rs} 4-1, 26, 38, 42 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 16, 17 en 18 December 1930 en n^o 5-1 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren LAFONTAINE, voorzitter ; DE CLERCQ, Graaf DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DU BOST, MOYERSON, MULLIE, VAN OVERBERGH en Baron DE MÉVIUS, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

In haar vergadering van 18 December heeft de Kamer der Volksvertegenwoordigers deze begrooting goedgekeurd met 87 tegen 60 stemmen.

Om in te gaan op den wensch van onzen geachten voorzitter en rekening te houden met den wensch van den Senaat Woensdag op reces te gaan, heeft uwe Commissie van Financiën, die reeds de artikelen van deze begrooting had onderzocht, spoed bij de zaak gezet en na dit verslag te hebben goedgekeurd stelt zij aan den Senaat voor het wetsontwerp aan te nemen zooals het ons van de Kamer der Volksvertegenwoordigers is gekomen.

Gelet op de verminderingen van belasting eenerzijds, voor een totaal van meer dan twee en half milliarden, en anderzijds op de aanzienlijke stijging der uitgaven uit hoofde van de door het Parlement aangenomen sociale wetten en besluiten en die voor de begrooting een nieuwen last van ongeveer er 800 miljoen medebrengen,

vraagt eenieder zich af hoe de Regeering erin geslaagd is, ondanks het crisisjaar, de begrooting voor 1931 in evenwicht te brengen. Eene vermoedelijke afnemings der inkomsten en de een mogelijke verzwaring van de lasten wegens werkloosheid blijven duistere punten.

Doch laat morgen voor zich zorgen want, dank aan de buitengewone opbrengst van de Duitsche goederen onder sequestratie, die 500 millioen bedragen, dank aan den terugkeer naar de vóór-oorlogsche politiek en naar die van vóór 1926 (die men nooit wenschte terug te zien) waarbij door de leening werd gedekt al wat 's Lands uitrusting en rijkdom blijkbaar verrijkte, namelijk door de overbrenging naar de buitengewone begrooting, herstelrekening, van de oorlogspensioenen en ten slotte door de bezuinigingen heeft de Minister van Financiën een krachtstuk op schrandere wijze weten uit te voeren. Wij kunnen niet nalaten hem daarom geluk te wenschen daar de ramingen der ontvangsten bewaardheid worden.

Het is nu wenschelijk, en het Parlement moet er streng de hand aan houden, dat alleen leeningen worden aangegaan voor productieve uitgaven of voor zulke die onze onafhankelijkheid en onze nationale veiligheid moeten verzekeren. De Belgische schuld is reeds al te zwaar en zij mag slechts worden verhoogd indien het volstrekt noodzakelijk is. Het weze ons toegelaten in dit verband te doen opmerken dat er veel spel is wegens de genomen beslissingen en verplichtingen en dat de jaarlijksche amortisatie ongeveer 800 miljoen bedraagt. Niettegenstaande de huidige moeilijkheden, dient men de verkregen ontlastingen en de quasi-eenparig door het Parlement goedgekeurde sociale wetten, die noodig en gerechtvaardigd waren, niet te betreuren. Op economisch gebied ging de belastingschuldige gebukt onder te zware belastingen, de voorspoed van nijverheid en handel ondervonden er den terugslag van, en de groote meerderheid van het land keurde en keurt nog de Regeering goed die haar woord van 1926 hield en er den last van verlichtte. Deze vermindering van lasten zal het land helpen om zegevierend de crisis van overproductie, waaronder de gansche wereld lijdt, te boven te komen. Voor 1931 is de begroting in evenwicht zonder nieuwe belastingen, zonder de groote werken noch de verbetering van ons wegensstelsel stop te zetten, zonder de wedden en pensioenen in de geringste mate te verminderen, zonder eenig nadeel voor dezen die voordeel hebben bij de goedgekeurde sociale wetten, doch waarschijnlijk zullen de begrootingsmoeilijkheden nog grooter zijn in 1932, tenzij het zakenleven ernstig verbetert. Sedert den oorlog heeft het land grootere moeilijkheden overwonnen en ongetwijfeld zal het, dank zij zijn geest van werkzaamheid, orde en spaarzaamheid, ook de huidige moeilijkheden te boven komen.

Het is niet zonder belang U al de ontlastingen op de vorige begrotingen

opnieuw onder oogen te brengen en een opsomming te geven van al de nieuwe bronnen van uitgaven, waarin de begroting moet voorzien. Volgens den Minister van Financiën bedragen deze uitgaven ongeveer 800 miljoen, verdeeld over de volgende posten: Werken van Bijstand en Sociale Voorzorg; invaliditeitspensioenen; frontstrepente; pensioenen van weduwen en wezen; toelagen aan voorzaten; oorlogspensioenen (verhoogd met 320 miljoen); verhooging wegens dienstjaren.

Indrukwekkend cijfer dat onze aandacht verdient: het totaal der pensioenen bedraagt voor 1931 *2 miljarden 151 miljoen, hetzij bijna het kwart van onze begrootingsmiddelen.* De Commissie oordeelt dat er onmiskenbaar overdrijvingen en misbruiken zijn voor zekere categorieën.

Onder de voornaamste bij de aldus goedgestemde wetten verwezenlijkte hervormingen stippen wij aan:

Op het stuk van registratie-, successie- en zegelrechten en van met het zegel gelijkgestelde taxes:

Vermindering van de overdrachts-taxe tot den vóór 21 Juni 1926 vigeerenden belastingvoet;

Vaststelling van den aanslagvoet der weeldetaxe op gelijkmatig 6 t. h.;

Opheffing van de verblijf- en de verbruikstaxe voor hotels, spijshuizen en banketbakkerijen;

Afschaffing van de taxe op de honoraria van personen die een vrij beroep uitoefenen (geneesheeren, advocaten, enz.);

Afschaffing van het zegelrecht op het in België doorgevoerde handelspapier;

Vermindering van de rechten geheven op de giften en legaten ten bate van openbare machten of liefdadigheidswerken;

Algemeene verlaging der successie-rechten, hoofdzakelijk ten opzichte van kleine erfdeelen;

Enz.

Op het gebied van wetgeving betreffende de rechtstreeksche belastingen :

Algemeene vermindering van den aanslagvoet der grondbelasting met verlaging ten bate van de kinderrijke gezinnen;

Afschaffing van de buitengewone opcentimes;

Terugkeer tot de stabiliteit van het kadastraal inkomen, grondslag van de belasting;

Verlaging van zekere aanslagvoeten van de mobiliënbelasting met het oog op het uitbreiden van het sparen en van het krediet;

Opheffing van bewuste taxe voor de inkomsten uit kapitalen belegd door industrieelen, landbouwers, handelaars enz., in hun eigen bedrijf;

Algemeene verlaging van de aanslagvoeten der bedrijfsbelasting;

Verhooging van het vrijgesteld minimum dezer belasting;

Verhooging der aftrekkingen voor gezinslasten;

Vermeerdering van het forfaitair bedrag vastgesteld voor bedrijfslasten;

Vermindering op de helft van de taxe op het gedeelte der maatschappelijke winsten aangewend tot het bouwen van woningen voor het personeel;

Vervanging van het oud regime der supertaxe door een stelsel van indicatiënbelasting waarbij het belastingvermogen van den belastingplichtige naar zekere klaarblijkelijke en ontegensprekelijke indicatiën wordt vastgesteld;

Toekenning van speciale voordeelen aan de kinderrijke gezinnen;

Enz.

Zonder langer te verwijlen bij het onderzoek van de uitgaven of bij de studie van 's Lands Schuld, die te gepasten tijd zullen voorkomen, heeft Uw Commissie de verschillende artikelen nagegaan van het voorgelegde wetsontwerp dat, behalve de onderscheiden bepalingen van Titel I be-

treffende het Muntfonds en de overeenkomst met de Nationale Bank, het overzicht vormt van de waarschijnlijk inkomsten van den Staat in 1931.

EERSTE TITEL.

EERSTE ARTIKEL.

Daar het Muntfonds en het Speciaal Fonds van denzelfden aard zijn, en samengesmolten moeten worden, is het logisch beide onder hetzelfde fiscaal stelsel te plaatsen.

ART. 2.

Overeenkomstig de Conventie van 1926 en gelet op de Overeenkomst van 13 Juli 1929 met Duitschland voor de overneming der marken, heeft de Regeering, in overleg met de Nationale Bank, naar deze laatste de 538 miljoen fr. 206,696-19 van het Speciaal Fonds overgemaakt, en de Staatsschuld van 2 milliarden tegenover de Bank is teruggebracht op fr. 1,461,793,383-81, bedrag dat aan de Bank zal uitgekeerd worden in achttien annuïteiten in de Algemeene Toelichting aangeduid. Men kan die oplossing slechts goedkeuren.

Bij amendement werd er een artikel 2 (nieuw) toegevoegd :

Art. 2bis (nieuw). — De bepalingen van artikel 36 van de wet van 15 Mei 1846 en die van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek zijn tot en met 31 December 1931 niet meer van toepassing voor :

1^o De nominale titels en mandaten die, ter vervanging van oorlogsschadevergoedingen, zijn uitgereikt;

2^o De interesten van bewuste titels zoover ze nog niet zijn geruild;

3^o De tegenwaarde van coupon n^r 1 (jaargang 1925) der obligaties van de Openbare Schuld 5 t. h. 1925 die ter ruiling van bedoelde titels en mandaten dienen overgelegd.

Art. 2ter (nieuw). — Voor de nominale titels en mandaten opgemaakt ter regeling van oorlogsschadevergoedingen, waarvan het bedrag dient ten laste worden gebracht der begrootingen over de dienstjaren 1927 en navolgende, zullen de gewone regels, betreffende de vijfjaarlijksche verjaring, worden toegepast.

TOELICHTING.

De aanneming der bovenvermelde bepalingen wordt rechtvaardigheids halve gestaafd door beweeggronden die alleen voor doel hebben de verjaring van vijf jaar tijdelijk te schorsen, voorzien door de wet betreffende de comptabiliteit van den Staat en door het Burgerlijk Wetboek, aangaande de oorlogsschade vergoedingen en de desbetreffende interesten.

Bewuste verjaring mag slechts met ingang van 1 Januari 1932 voor de reeds vereffende zaken worden toegepast.

TITEL II.

'S LANDS MIDDELEN.

Bij onderstaand amendement van de Regeering wordt het totaal van het begrootingsontwerp verminderd met 50 miljoen en bedraagt dus nog slechts :

Voor de gewone ontvangsten . . .	fr. 8,726,286,650
Voor de uitzonderlijke ontvangsten . . .	1,000,000
En voor de ontvangsten ter vergoeding . . .	962,996,778

Totaal, fr. 9,690,283,428

HOOFDSTUK IV.

TERUGBETALINGEN.

ART. 71. — Verschillende en toevallige ontvangsten, 40,000,000 frank.

Vermindering met 50,000,000 frank.

Bij het opmaken van de Begrooting, heeft men uit de over conversie van de Amerikaansche 8 t. h. leening loopende onderhandelingen kunnen uitmaken dat de door middel van deze operatie voor de Begrooting verwezenlijkte bezuiniging op 50 miljoen kon worden geraamd. Edoch, zoolang de nieuwe leening niet was afgesloten, was het onmogelijk op de Begrooting van 's Rijks Schuld het krediet te wijzigen, waaruit de lasten van de Amerikaansche leening dienden bestreden.

Om niettemin rekening te houden met de verwachte bezuiniging, werd het artikel betreffende de toevallige ontvangsten met 50 miljoen verhoogd.

Dit amendement heeft ten doel de in dit artikel voorziene ontvangsten binnen hare normale grenzen terug te brengen.

Met de hier verwezenlijkte vermindering van ontvangst van 50 miljoen, stemt een vermindering van uitgave van 50,600,000 frank overeen, bewerkstelligd bij een bij het ontwerp van Begrooting van 's Rijks Schuld ingediend amendement.

Gezien de zoo volledige algemeene toelichting en het uitstekende verslag van den geachten heer Pussemier in de Kamer, heeft uw Commissie nagenoeg geen bezwaren gevonden tegen het ontwerp dat U is voorgelegd.

In de eerste afdeeling hebben zekere leden bij de gewone ontvangsten, eerste hoofdstuk, littera b, belasting op roerende zaken, er zich over verbaasd dat deze post in stede van een vermindering een verhooging voorziet. Wij kunnen niet beter doen dan hun de verklaringen te herhalen gegeven door den knappen verslaggever van de Kamer :

« In 1929 heeft de taxe afgehouden bij de uitbetaling, 870,400,000 en die geïnd volgens de rollen of borderellen, 126,400,000 dit is te zamen 996 miljoen 800,000 frank, opgebracht.

» Voor de taxe, bij de uitbetaling afgehouden, overschrijdt het beloop der geïnde sommen, gedurende de eerste negen maanden van 1930, met 12 t. h. die van de overeenkomende periode van 1929. Op dezen grondslag, kan men op 900 of 920 miljoen de opbrengst van de taxe in 1930 bepalen. Voor de taxe geïnd volgens rollen of borderellen, belooft de ontvangst 32 miljoen voor de eerste tien maanden van 1930. Bij de sluiting van het dienstjaar, dit is op 31 October 1931, zal de ontvangst waarschijnlijk 130 miljoen bedragen. Kortom, ware de economische toestand onveranderd gebleven, dan had men, voor het dienstjaar 1930, op een gezamenlijke ontvangst van ten minste 1 milliard mogen rekenen.

» Door op 925 miljoen de verwachte ontvangst te ramen voor het dienstjaar 1931, dit is 125 miljoen minder dan de verwachte ontvangst voor 1930, schijnt men genoeg rekening gehouden te hebben met de belangrijke gevolgen der economische crisis en met de minder belangrijke gevolgen der ontlastingen, ingevoerd door de wet van 13 Juli 1930. Door deze worden niet meer aan de taxe onderworpen, de inkomsten van kapitalen, belegd door de industrieelen en handelaars in hunne eigen zaken.

» Maar bij raming van de opbrengst van de taxe op roerende zaken mag men het belang van sommige factoren niet onderschatten. Om maar te spreken van de kapitaalsverhoogen van maatschappijen, deze hebben in 1929, 16 milliarden en in 1930, 3 milliarden bedragen. De heer Baudhuin raamt de inkomsten van roerende goederen voor 1930 op 11 milliarden. In deze inkomsten is de opbrengst inbegrepen van de renten, leeningen en obligatiën. Ten slotte, heeft de crisis een weerslag op het dividend uitgekeerd door de metaalnijverheid en de steenkoolmijnen, doch daartegenover staat de geweldige uitbreiding sedert den wapen-

stilstand van het electriciteits- en trambedrijf. »

ART. 2. — *Aanvullende personeele belasting.*

De juiste ramingen van de opbrengst van deze nieuwe belasting, zoozeer betwist door de oppositie welke aan de supertaxe hield, zijn moeilijk te beoordeelen en het is mogelijk dat de opbrengst aanvankelijk kleiner is, doch talrijk zijn zij die overtuigd zijn dat de opbrengst ervan na korten tijd aanzienlijker zal zijn dan bij de supertaxe zooals zij gewijzigd en verminderd zou geworden zijn met het socialistisch stelsel. De plagerijen en de ontduikingen zullen in elk geval afgeschaft zijn.

ART. 6. — *Taxe op de automobielen.*

De aanvullende taxe, toepasselijk op de autos met een belastbare waarde van 40,000 tot 50,000 frank, zal gedeeltelijk de afschaffing vergoeden van de opcentiemen en het bedrag van 80 miljoen is terecht gewettigd.

ART. 10. — *Taxe op het spel.*

De vermindering van 15 miljoen ontvangsten bij dit artikel is het gevolg van de vrijstellingen gestemd voor de duivenwedstrijden en andere volksvermakelijkheden, alsook van de sluiting van talrijke private clubs. Een ontwerp van strafwet voor de spelen is bij het Parlement aanhangig. Het was niet mogelijk rekening te houden met een nog niet gestemde wet.

ART. 12. — *Verskillende ontvangsten.*

De verhooging van 110,000 frank bij dezen post had des te meer de aandacht getrokken van uw Commissie, daar de herleiding van 8 op 6 t. h. van den intrestvoet wegens verwijl en de geleidelijke regressie van de heffingen wegens verhoogingscoëfficiënt, het krediet van dezen post schenen te moeten verlagen. Het be-

stuur oordeelt dat de vermeerdering van de inningen op de achterstallen dit tekort ruim zal goedmaken en dat het voorzien cijfer van 335 millioen mag behouden blijven.

ART. 71. — Zooals wij hooger aantoonen werd deze post met 50 millioen verlaagd.

De verschillende artikelen van de begrooting hebben noch in de Kamer, noch in den schoot van uw Commissie, aanleiding gegeven tot veel opmerkingen, daar de meeste opwerpingen reeds werden beantwoord bij voorbaat door de zoo volledige algemeene toelichting waarnaar wij zoo vrij zijn U te verwijzen.

Mevrouw, Mijne Heeren, de vette jaren zijn achter den rug; laten wij hopen dat wij ons vergissen en dat een kentering op nijverheids-, handels- en vooral landbouwgebied eerlang intrede; doch, de magere jaren behooren tot de mogelijkheden. Alles hangt vooreerst af van de eerlijkheid van Duitschland in het naleven zijner verplichtingen; doch het is vooral door arbeid en spaarzaamheid, in orde en

vrede, dat wij aan de moeilijkheden het hoofd moeten bieden.

De Regeering kondigt aan dat zij reeds aanzienlijke inkrimpingen heeft verwezenlijkt. Daar het aantal bedienden van verschillende besturen nog merkelyk hooger is dan vóór den oorlog, oordeelt uwe Commissie dat er op dit gebied nog ernstige bezuinigingen zouden kunnen worden verwezenlijkt. Al de pogingen moeten er toe strekken den zwaren last (3 maal den last van vóór den oorlog; 8 Milliarden instede van 2 Milliarden 300 miljoen) die op de schouders van den Belgischen schatplichtige drukt en reeds maar al te zeer 's Lands voorspoed beïnvloedt, niet meer te doen stijgen.

De Voorzitter,
H. LAFONTAINE,

De Verslaggever,
Baron DE MÉVIUS.